



Les exportations d'armes du Canada vers Israël n'ont jamais été aussi élevées depuis 30 ans

Analyse de CJPMO

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2022

Communiqué CJPMO

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

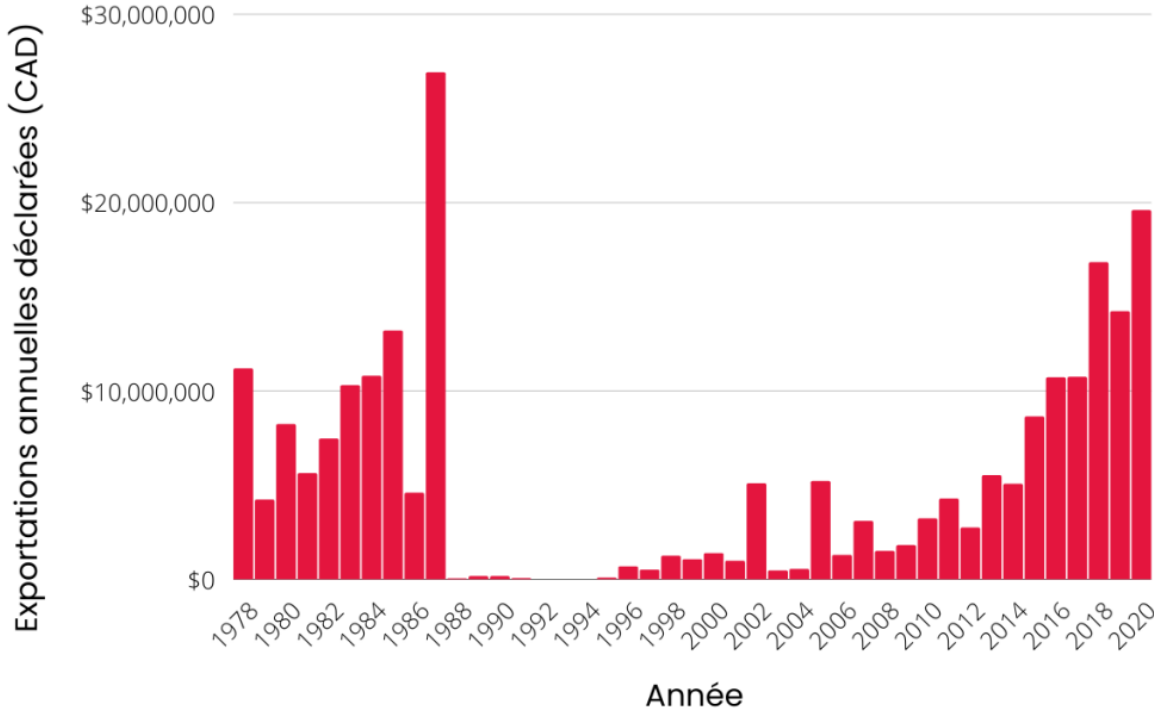
Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Montréal, le 13 avril 2022 — Un nouveau rapport publié aujourd'hui par les Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) soulève de sérieuses inquiétudes quant aux droits humains que posent les exportations d'armes du Canada vers Israël. Le rapport, intitulé « [Armer l'apartheid : Les exportations d'armes du Canada vers Israël](#) », constate que les exportations d'armes du Canada vers Israël se sont accélérées au cours des dernières années, atteignant en 2020 leur plus haut niveau depuis 30 ans. Un pourcentage important des exportations d'armes du Canada vers Israël est classé dans la catégorie des explosifs et des composants connexes, et peut comprendre des bombes, des torpilles, des roquettes, des missiles ou d'autres dispositifs explosifs. Le rapport fait valoir que l'occupation, la violence contre les civils et les politiques discriminatoires d'Israël – récemment qualifié « d'apartheid » par Amnesty International – présentent une situation de risque extrême dans laquelle les exportations d'armes du Canada pourraient être impliquées dans des violations des droits de l'homme et du droit international.

Figure 1 : Tendances des exportations militaires canadiennes vers Israël (1978-2020)

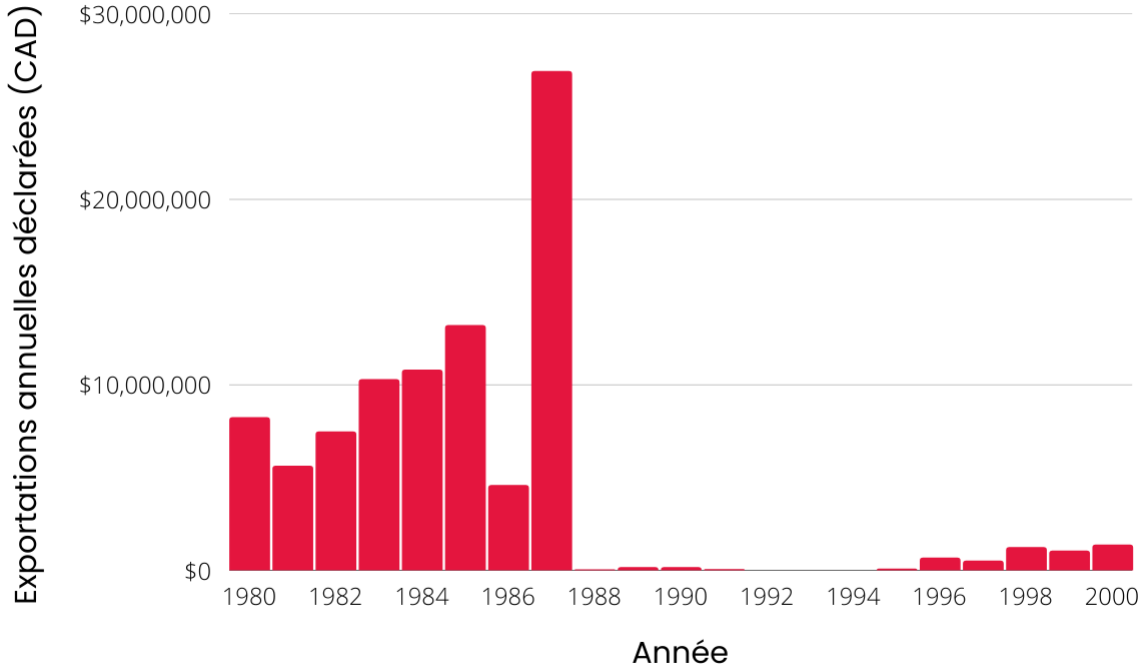
Tendances des exportations militaires canadiennes vers Israël (1978-2020)



Les valeurs sont exprimées en dollars canadiens constants (2021). Source : Global Affairs Canada, fourni par Project Ploughshares.

Figure 2 : Exportations militaires canadiennes déclarées vers Israël (1980-2000)

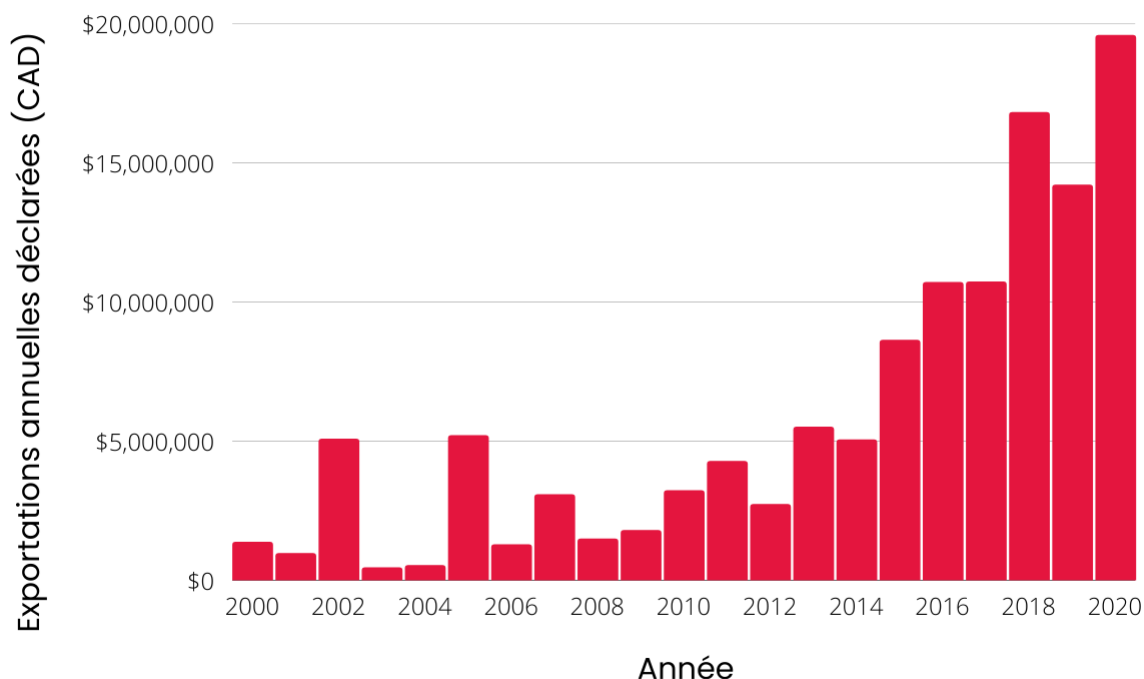
Exportations militaires canadiennes déclarées vers Israël (1980-2000)



Les valeurs sont exprimées en dollars canadiens constants (2021). Source : Global Affairs Canada, fourni par Project Ploughshares.

Figure 3 : Exportations militaires canadiennes déclarées vers Israël (2000-2020)

Exportations militaires canadiennes déclarées vers Israël (2000-2020)



Les valeurs sont exprimées en dollars canadiens constants (2021). Source : Global Affairs Canada, fourni par Project Ploughshares.

« Il est choquant que les responsables canadiens aient permis l'accélération des exportations militaires vers Israël au cours de la dernière décennie, étant donné les preuves indéniables de violations des droits de la personne par Israël », a déclaré Michael Bueckert, vice-président de CJPMO. CJPMO rappelle que l'offensive militaire israélienne de l'an dernier sur Gaza a tué 240 Palestiniens, dont 63 % de civils, et que des groupes de défense des droits de la personne, dont Amnistie internationale et Human Rights Watch, ont conclu que les pratiques israéliennes à l'égard des Palestiniens constituent un crime d'apartheid en vertu du droit international. « Le risque potentiel pour les droits de l'homme est beaucoup trop élevé pour justifier le transfert de tout matériel militaire dans ce contexte d'occupation et d'apartheid », a ajouté M. Bueckert.

Le rapport recommande aux responsables canadiens de prendre des mesures immédiates et proactives pour éliminer les risques liés à ses exportations d'armes vers Israël, 1) en suspendant tout commerce militaire avec Israël jusqu'à ce qu'il mette fin à son occupation militaire des territoires palestiniens, démantèle ses politiques d'apartheid et se conforme au droit international ; et 2) en lançant une étude parlementaire pour déterminer si les exportations d'armes canadiennes passées et actuelles ont été utilisées contre des civils dans le territoire palestinien occupé (TPO) ou lors de frappes aériennes sur Gaza.

Le rapport situe également la tendance actuelle en matière d'exportation d'armes dans un contexte historique, notamment l'interdiction par le Canada de la plupart des échanges militaires avec Israël à la suite de la violence israélienne contre les civils palestiniens à la fin des années 1980 et au début des années 1990 (pendant la première Intifada palestinienne). Cette interdiction a finalement été levée après la signature des accords d'Oslo dans le cadre des négociations de libre-échange entre le Canada et Israël. « L'ancien embargo militaire du

Canada sur Israël prouve qu'il existe un précédent pour restreindre les ventes d'armes en réponse à la violence israélienne contre les civils », a déclaré Bueckert. « Plus de vingt-cinq ans plus tard, il est impératif que le Canada donne à nouveau la priorité aux droits humains en suspendant le commerce militaire avec Israël. »

CJPMO note que les propositions d'embargo sur les armes à destination d'Israël ont déjà été appuyées par le Nouveau Parti démocratique, le Parti vert du Canada, le Congrès du travail du Canada, Amnistie internationale et de nombreuses autres organisations de la société civile.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :

Michael Bueckert, VP CJPMO

Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient

michael.bueckert@cjpme.org

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué CJPMO

Copyright © [CJPMO](#), Communiqué CJPMO, 2022

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca